

Les relations entre l'Union européenne et la Russie

2004/2170(INI) - 26/04/2005

La commission a adopté le rapport d'initiative de Mme Cecilia MALMSTRÖM (ADLE, SE) sur les relations UE-Russie. Il invite la Russie à s'intégrer davantage dans l'économie mondiale et à s'impliquer plus profondément dans la sécurité de l'Europe, tout en formulant des craintes quant aux droits de l'homme et au développement de la démocratie.

Les députés expriment leur préoccupation à l'égard du fait que «la Russie semble se montrer de moins en moins attachée à la démocratie, à l'économie de marché et à la protection des droits de l'homme». Ils soulignent les informations faisant état de discriminations et de manifestations d'antisémitisme, les restrictions imposées à l'encontre des médias et l'utilisation du système judiciaire à des fins politiques. Ils reconnaissent toutefois le potentiel de la Russie en tant que partenaire stratégique, non seulement dans la sphère économique et commerciale, mais aussi pour lutter contre le terrorisme international et le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, ainsi que pour éliminer les risques environnementaux et nucléaires.

S'agissant de l'Ukraine, du Belarus, de la Moldova et de la Géorgie, les députés rejettent «toute politique étrangère visant à établir des sphères d'influence» et demandent à la Russie de ne plus considérer le développement de la démocratie dans son voisinage et l'approfondissement des liens avec l'Union européenne comme un danger, mais comme «une chance à saisir en vue d'une coopération politique et économique renouvée avec ces pays».

La commission est vivement préoccupée par le fait qu'il n'a pas encore été possible de mettre un terme à l'état de non-droit en Tchétchénie et par «l'absence de volonté de rechercher une solution négociée, comme en témoignent le rejet du cessez-le-feu proposé par le défunt président Maskhadov et son assassinat brutal ultérieur», qui est condamné. Elle prie à nouveau le Conseil d'être disposé à prêter son concours en vue d'un dialogue pacifique et constructif.

Le rapport souligne toutefois l'importance d'un appui de la Russie à la CPI et au Protocole de Kyoto. Les députés soulignent qu'il importe de créer l'espace commun de sécurité extérieure et demandent la poursuite de la coopération en matière de sécurité maritime, eu égard notamment à l'interdiction pour tous les pétroliers à simple coque d'entrer dans les eaux de la mer Baltique et de la mer Noire. Ils invitent en outre l'UE à proposer à la Russie une assistance dans les travaux de démantèlement de son arsenal nucléaire, demandent à la Russie d'œuvrer en faveur de la non-prolifération et du désarmement à l'échelle internationale, y compris en Iran. Ils plaident également pour l'ouverture de négociations avec la Russie en vue de la création d'une zone de libre échange, dès après l'adhésion de la Russie à l'OMC.

Enfin, les députés demandent instamment de garantir que les positions définies d'un commun accord seront toujours pleinement respectées tant par l'UE que par chacun des États membres dans leurs relations avec la Russie.